



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 1645

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

Mme la présidente . Je suis heureuse de donner la parole pour sa première question au gouvernement à Mme Catherine Dellong Meng, devenue députée de la troisième circonscription du Gard en remplacement de Mme Pascale Bordes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme Catherine Dellong Meng . Les chiffres du baromètre du Secours populaire (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP*) sont alarmants : 31 % des Français peinent à se procurer une alimentation saine afin de manger trois fois par jour et 59 % d'entre eux craignent de ne pas pouvoir faire face à un imprévu. La précarité ne frappe plus seulement aux portes des plus démunis ; elle s'installe dans le quotidien de millions de foyers. Entre l'explosion des prix et la stagnation des revenus, les Français sont contraints de choisir entre bien manger et payer leurs factures – un dilemme inacceptable dans un pays comme le nôtre.

Ce n'est pas seulement une question de pouvoir d'achat, c'est une urgence de santé publique. Les jeunes, les seniors, les familles modestes : tous sont épuisés par cette course à l'économie, où il faut acheter des légumes moches, chasser les promotions ou recourir à la seconde main pour s'en sortir. Préserver son niveau de vie est devenu une obsession, au détriment de la qualité de vie et de la préparation de l'avenir. Où sont les mesures concrètes ?

M. Iñaki Echaniz . Et où sont les moyens ?

Mme Catherine Dellong Meng . Votre politique se résume à des systèmes complexes de chèques, illisibles pour les professionnels comme pour les consommateurs, tandis que l'inflation continue de ronger le budget des ménages. Aucune anticipation, aucune relance économique, aucune solution structurelle pour résorber la dette ou redonner du souffle aux Français. Résultat : une société de la débrouille, où chacun doit se battre pour survivre.

Pourtant, des solutions existent. Nous, au Rassemblement national, nous proposons d'abaisser la TVA de 20 % à 5,5 % sur toutes les énergies – électricité, gaz, fioul, carburants –, de la faire passer à 0 % sur cent produits alimentaires et hygiéniques de première nécessité en cas d'inflation supérieure à 3 % et d'agir sur les prix en luttant contre les marges abusives et en soutenant la production locale.

Monsieur le premier ministre, quand écouterez-vous enfin les Français ? Quand prendrez-vous des mesures fortes et immédiates pour leur redonner du pouvoir d'achat et protéger leur santé ? Les Français n'ont plus le temps d'attendre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique . Bienvenue à l'Assemblée nationale ! Je suis un peu surpris de la teneur de votre question : elle renvoie l'image d'une France misérable, pauvre, incapable de se projeter.

Plusieurs députés du groupe RN . C'est un peu le cas !

M. Hervé de Lépinau . C'est bien cela, en effet !

M. Julien Odoul . Allez sur le terrain !

M. Roland Lescure, ministre . Je vais répondre à Mme la députée si vous voulez bien me laisser tranquille, monsieur Odoul. La France est certes confrontée à des défis énormes. Nous souhaitons aussi continuer à accompagner celles et ceux qui souffrent. Mais l'image de la France que vous renvoyez, une France sans espoir,...

M. Timothée Houssin . Oh si, elle en a de l'espoir !

M. Roland Lescure, ministreune France qui serait un continent de pauvreté, chroniquement malade, ce n'est pas la France que je connais...

Plusieurs députés du groupe RN . C'est certain !

M. Roland Lescure, ministreet ce n'est pas celle que je veux construire. *(M. Paul Molac applaudit.)* Vous dessinez le portrait d'une France qui n'est pas la mienne ! *(Exclamations sur les bancs du groupe RN.)*

M. Nicolas Sansu . Sortez de votre ministère !

M. Roland Lescure, ministre . Et votre solution ? Elle n'est pas nouvelle, vous la martelez depuis trois mois : il faudrait baisser la TVA sur l'essence. Ce n'est tout simplement pas au niveau !

M. Julien Rancoule . C'est vous qui n'êtes pas au niveau !

M. Roland Lescure, ministre . Vous dites penser à celles et ceux qui souffrent aujourd'hui ; mais comment justifier le fait de baisser le prix de l'essence pour ceux qui n'en ont pas besoin, qui conduisent des véhicules de société ou d'énormes voitures ? *(M. Julien Odoul fait mine de ramer.)* Certains s'enrichiront, les marges seront accrues. Madame la députée, cette mesure n'est ni opérante, ni efficace. Elle creusera un trou dans les finances publiques que vous n'aurez aucun moyen de reboucher. *(Exclamations sur les bancs du groupe RN.)*

M. Julien Odoul . Vous n'êtes pas au niveau !

Mme la présidente. Je vous en prie, un peu de silence !

M. Roland Lescure, ministre . J'ai déjà eu l'occasion de le dire à un de vos collègues. Vous venez d'arriver à l'Assemblée : choisissez de défendre des mesures un peu plus innovantes que celles de vos collègues et je vous écouterai ! *(Exclamations sur les bancs du groupe RN.)*

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Dellong Meng](#)

Circonscription : Gard (3^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1645

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Ministère attributaire : Économie, finances, souveraineté industrielle, énergétique et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 10 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 10 juin 2026